Margaret R. O'LEARY, *Forging Freedom. The Life of Cerf Berr of Médelsheim*

Bloomington, iUniverse Inc., 2012

Simon Schwarzfuchs

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhr/8450>

DOI : 10.4000/rhr.8450

ISSN : 2105-2573

Éditeur

Armand Colin

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 464-466

ISBN : 978-2-200-92993-0

ISSN : 0035-1423

Référence électronique

Simon Schwarzfuchs, « Margaret R. O'LEARY, *Forging Freedom. The Life of Cerf Berr of Médelsheim* », *Revue de l'histoire des religions* [En ligne], 3 | 2015, mis en ligne le 21 octobre 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhr/8450> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhr.8450>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

Margaret R. O'LEARY, *Forging Freedom. The Life of Cerf Berr of Médelsheim*

Bloomington, iUniverse Inc., 2012

Simon Schwarzfuchs

RÉFÉRENCE

Margaret R. O'LEARY, *Forging Freedom. The Life of Cerf Berr of Médelsheim*, Bloomington, iUniverse Inc., 2012, VII+448 p., 23 cm, 26 \$, ISBN 978-1-47591-015-5.

- 1 Cerf Berr (1726/30-1793) est certainement la personnalité juive du nord de la France qui a le plus profondément marqué l'histoire de sa communauté au cours du dernier quart du XVIII^e siècle. À ce titre il méritait une biographie, qui a longtemps tardé. Il faut donc remercier l'auteur, qui a bien voulu y remédier.
- 2 Son ouvrage comprend huit chapitres, dont le premier sert d'introduction. Le deuxième, qui est assez long, se propose de donner une histoire des événements qui ont précédé la naissance de Cerf Berr depuis la période romaine jusqu'en 1726 ! Il aurait pu se limiter à la seule Alsace depuis la guerre de Trente ans sans rien perdre de sa pertinence. Les chapitres suivants décrivent les étapes chronologiques de la carrière de Cerf Berr : l'installation en Alsace (1763) ; ses difficultés avec la ville de Strasbourg (1763-1784) ; sa période de grand syndic des Achkenazim français (1788-1789) ; le siècle de Louis XVI (1788-1789) ; l'accession des Juifs de France à la citoyenneté (1790-1791) ; ses dernières années (1792-1793). Un bref épilogue décrit son enterrement et propose une très courte évaluation de son œuvre. La description est menée à vive allure et reproduit de nombreux textes, souvent traduits et quelquefois seulement traduits. À noter l'emploi curieux du terme Achkenazim pour décrire sa population juive. Achkenaz était en ces temps le terme qui désignait l'Allemagne et les pays de langue allemande et le mot Achkenazi désigne le Juif qui y habitait, mais il semble bien qu'il équivaut pour l'auteur à celui de Juif, notamment lorsqu'il énumère les cantons dans

lesquels Louis XIV aurait autorisé le séjour des Achkenazim et quand il qualifie le Juif portugais David Silveyra de « Parisian Achkenazim ».

- 3 Cerf Berr n'était pas un Juif de cour du type allemand et c'est en tant que fournisseur de fourrage pour les armées de l'est de la France qu'il a fait carrière. Natif de Medelsheim, alors française, il s'installa vers 1748 à Bischheim, localité de la banlieue strasbourgeoise, qui recevait des habitants juifs, alors que la métropole voisine ne leur ouvrait ses portes que du matin au soir, quand une trompe, le *Grüselhorn*, leur enjoignait de quitter les lieux. Cette proximité propice aux affaires y avait attiré une population assez importante qui pouvait donc s'y rendre quotidiennement. Ce fut assurément le cas de Cerf Berr : il connut une grande réussite, puisque nous le trouverons en 1783 en tant qu'entrepreneur général des fourrages pour le service des troupes dans les Provinces des Trois-Évêchés, Lorraine, Alsace et Franche-Comté, soit de toutes les armées du Nord-Est. Sept années auparavant il ne pourvoyait qu'aux seuls besoins des troupes d'Alsace et de Lorraine. Une telle ascension mérite qu'on s'y arrête. On regrettera cependant l'absence de toute information nouvelle sur les activités économiques de Cerf Berr.
- 4 L'auteur attache à juste titre une grande importance à son activité communautaire pour l'avancement des droits de la nation juive d'Alsace, activité qui aura des répercussions sur les Juifs des autres communautés juives de France. Il connaît bien tous les textes qui ont illustré et défini leur sort, mais il ignore malheureusement un certain nombre de publications qui jettent un jour nouveau sur les réactions de Cerf Berr et des nations juives à la veille de la Révolution et immédiatement après. L'existence des Juifs de France reposait alors sur le système des nations juives. Ceux du Nord, tous Achkenazim, étaient répartis entre trois nations : Alsace, Généralité de Metz et Lorraine. Il y avait d'autres nations juives d'origine portugaise dans le Sud-Est. Les Juifs d'Avignon et du Comtat Venaissin ne comptaient pas, étant donné que ces territoires n'étaient pas encore français. Toutes les nations étaient autonomes et choisissaient souverainement leurs administrateurs, préposés, préposés généraux et rabbins. Il n'existait pas de communauté juive française centralisée et les législateurs légiféraient pour chaque nation en particulier. Malesherbes décida en 1787/1788 d'entreprendre une réforme de la condition des Juifs de France. Il convoqua donc les représentants des diverses nations pour les écouter. Il n'envisageait pas une réforme qui ne serait pas commune à tous les Juifs du Royaume, générale, ce qui entraînerait automatiquement la disparition des différentes nations au profit d'une nouvelle communauté juive nationale. Les Portugais, qui disposaient déjà de tous les droits civiques, redoutaient d'être réduits au statut des Juifs du Nord-Est et voulaient s'en démarquer. Ces derniers tenaient plus au maintien de leur organisation qu'à une refonte, qu'ils ne seraient peut-être pas en mesure de contrôler. Ils résolurent donc d'unir leurs efforts en créant une représentation commune qui comprendrait deux représentants de chaque nation sous la direction d'un Syndic Général. C'est ainsi que Cerf Berr appelé en cette circonstance Hirts Bische (Bischheim), qui faisait l'unanimité, fut élu d'abord Syndic des Juifs de Metz, puis le 10 septembre 1788, Syndic des Juifs de Lorraine. Comme il était déjà le Syndic des Juifs d'Alsace, cette *unio personalis* lui permit de représenter utilement l'ensemble de ces trois nations, sans les condamner à la disparition. Il saute aux yeux qu'il n'avait pas accaparé arbitrairement cette fonction, ainsi que l'auteur semble le penser. Le 15 avril 1789, il écrivit à Necker en qualité de « Syndic général des Juifs de ces trois Provinces ». Les efforts de Malesherbes n'ayant pas abouti, le Syndic Général devint bientôt le « ci-devant Syndic général des Juifs » et

c'est ainsi qu'il contresignera une pétition le 28 janvier 1790. Ce fut là le point culminant de sa carrière. Il n'aurait pas été superflu de le mettre en évidence. Les nations juives étaient condamnées dès lors, malgré les tentatives faites pour les garder en vie. Il devait encore jouer un rôle important lors de la préparation du cahier de doléances des Juifs d'Alsace, qui a été retrouvé il y a une trentaine d'années. Son examen aurait permis une meilleure appréciation des buts poursuivis par les chefs de la nation juive.

- 5 Au-delà de ces remarques il faut souligner que cet ouvrage nous offre une vue d'ensemble satisfaisante de la carrière de Cerf Berr jusqu'en 1787 et qu'il a le mérite de mettre un nombre respectable de textes à la disposition du lecteur. L'auteur s'est efforcée de replacer ces événements dans leur cadre historique et il s'y réfère régulièrement. Un dernier toilettage avant la remise à l'imprimeur aurait pu éviter quelques faux pas comme la précision « Saturday during Sabbath » la multiplication des grands prêtres dans le Temple de Jérusalem, la confusion Biesheim/Bischheim (il s'agit de deux localités différentes), la transformation du prêteur royal en « royal lender » à la suite d'une erreur d'accentuation ou le rappel du nom d'Esther Bouf (elle s'appelait en fait Boaz) née à La Haye, Pays Bas, France !
- 6 Au-delà aussi de ces vétilles, ce volume nous confronte avec le problème des bibliothèques virtuelles et des références bibliographiques nouvelles, qui ressemblent à des rubans surchargés de lettres mystérieuses et nombreuses précédées par l'inévitable http. L'auteur, qui précise la date à laquelle il les a consultées, ce qui est loin d'être superflu, a pris connaissance grâce à Internet de nombreux documents et publications qu'il aurait difficilement pu rassembler autrement et qui s'ajoutent utilement aux références bibliographiques traditionnelles. Convient-il d'indiquer ces nouvelles références et comment faut-il le faire ? Faut-il ouvrir une nouvelle rubrique parallèle à la bibliographie traditionnelle ou fondre les deux en une seule, ce qui risque d'allonger considérablement les notes comme les indications bibliographiques proprement dites ? Il faudrait alors trouver une place pour les documents cités qui sont généralement anonymes. Autant de problèmes soulevés par les nouvelles techniques qu'il faudra bien résoudre.

AUTEURS

SIMON SCHWARZFUCHS

Université Bar Ilan, Israël.